

Le Belgo-Yéménite Mohamed Saleh Alhoumekani maintenu en détention

Par: rédaction 26/09/13 - 17h48 Source: Belga © belga.



Le Belgo-Yéménite Mohamed Saleh Alhoumekani est maintenu en détention dans son pays d'origine, alors qu'un document signé du président yéménite autorisait pourtant sa libération samedi, a indiqué jeudi son fils à l'agence Belga depuis Sanaa. La prolongation de la détention résulterait d'une nouvelle plainte déposée par le régime djiboutien.

M. Alhoumekani, ancien officier dans la garde républicaine de Djibouti qui a fait des déclarations mettant en cause le président Ismael Omar Guelleh dans l'assassinat du juge français Bernard Borrel, en 1995, a été arrêté le 24 août à Sanaa à la suite d'une plainte du régime djiboutien pour calomnies envers le chef de l'Etat. Il a reçu durant les derniers jours la visite de plusieurs représentants de Djibouti lui demandant de revenir sur ses déclarations, ce qu'il a refusé, explique sa famille.

Un document officiel, signé par le président yéménite, le ministre de l'Intérieur et le chef de service d'Interpol au Yémen devait permettre la libération du détenu samedi, poursuit-on. Un peu avant midi, un régiment de police avec des responsables d'Interpol est cependant arrivé à la prison de Sanaa pour empêcher la libération, au motif qu'une nouvelle plainte aurait été déposée par Djibouti.

Par ailleurs, l'ambassadeur de Djibouti en Belgique a été écarté à la suite de l'occupation pacifique par des opposants au régime de l'ambassade, à l'occasion de la venue du président le 16 septembre, annonce le président de l'Association Culture et Progrès et spécialiste de la région, Dimitri Verdonck. "Le président est déterminé à faire payer cet affront à leurs auteurs et commanditaires supposés. Je crains que ce ne soit que le début d'une vague de représailles à Djibouti et partout où ce sera possible", commente-t-il.

M. Verdonck évoque aussi le cas d'un autre opposant, Abdourahman Borreh, ancien proche financier du président Guelleh qui se trouve actuellement en résidence surveillée à Dubaï. "Tombé en disgrâce, il a été contraint à l'exil et est également sous la menace d'une extradition vers Djibouti depuis une dizaine de jours."

"Plutôt que de dialoguer dignement avec l'opposition, le président préfère jouer les gros bras, multiplier les provocations et instaurer un climat de terreur à l'intérieur de Djibouti", enchérit le représentant officiel de l'Union pour le Salut National en Europe, Ali Deberkale. "Lors de sa visite à Bruxelles, une première depuis 13 ans, le président Guelleh a rencontré le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders. Il serait intéressant que ce dernier nous renseigne sur les réponses apportées lorsqu'il a évoqué la situation des droits de l'homme à Djibouti et les cas des Belges Daher Ahmed Farah, président du Mouvement pour le Renouveau démocratique et le Développement (MRD), et Mohamed Saleh Alhoumekani, pour autant que les sujets aient été évoqués."